



CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION DES SERVICES

e.cooDentist®

gestion de cabinets dentaires en mode SAAS

PREAMBULE

L'utilisation de l'ensemble du site et des fonctionnalités du progiciel e.cooDentist (ci-après dénommés le *SERVICE*) accessible par Internet à l'adresse www.ecoodentist.com ou www.ecoodentist.fr est soumis à l'acceptation des présentes Conditions Générales d'Utilisation, définissant l'ensemble des relations entre le professionnel de santé (ci-après dénommé l' *UTILISATEUR*), et l'éditeur du *SERVICE*, DENTALVIA-MEDILOR (ci-après dénommé *L'Editeur*).

L'abonnement au *SERVICE* entraîne l'adhésion automatique de l'*UTILISATEUR* à l'intégralité des présentes Conditions Générales d'Utilisation qui auront à son égard une valeur contractuelle. Par conséquent, l'*UTILISATEUR* s'engage à respecter les Conditions Générales d'Utilisation dans leur intégralité.

Pour bénéficier du *SERVICE* il est obligatoire de s'abonner.

L'*UTILISATEUR*, à condition de respecter la procédure d'enregistrement, a la possibilité de créer un ou plusieurs comptes nominatifs afin de pouvoir bénéficier du *SERVICE*.

L'Editeur se réserve le droit de modifier à tout moment et sans préavis le contenu des présentes Conditions Générales d'Utilisation. Toute modification sera immédiatement applicable.

De ce fait, l'*UTILISATEUR* sera informé des éventuelles modifications et devra les accepter pour continuer à utiliser le *SERVICE*.

Article 1 : Informations légales

Conformément à l'article 43-11 de la loi 86/1067 du 30 septembre 1986 relative à la communication audiovisuelle, ainsi qu'à l'article 5 de la directive 2220/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2000 sur le commerce électronique, l'*UTILISATEUR* est avisé des informations légales concernant le *SERVICE*.

Le *SERVICE* sont édités par L'Editeur Le Directeur de la publication est L'Editeur.

Les serveurs sur lesquels est installé LE *SERVICE* sont hébergés chez IDS – 2, av. des Puits à MONTCEAU LES MINES, hébergeur agréé de données de santé à caractère personnel.

Article 2 : Objet du SERVICE

Le SERVICE permet à l'UTILISATEUR de gérer les flux d'informations d'un ou plusieurs cabinets dentaires.

Article 3 : Le SERVICE

le SERVICE permet de stocker des informations nominatives à caractère personnelle, d'enregistrer les soins, de réaliser des feuilles de soins électroniques, de les télétransmettre à la Caisse d'Assurance Maladie et aux organismes d'Assurance Maladie Complémentaire conformément aux directives du GIE SESAM VITALE, de gérer les rendez-vous sur un ou plusieurs agendas, d'envoyer des email et des SMS. Toutes les informations sont saisies à l'initiative de l'UTILISATEUR et sont stockées par le SERVICE dans le respect des obligations légales de sécurité et de confidentialité en matière de santé. L'UTILISATEUR s'engage à respecter les règles de bonne conduite, les lois, us et coutumes du pays dans lequel il utilise le SERVICE et notamment les lois, us et coutumes du pays dans lequel est hébergé le SERVICE.

Article 4 : Information Nominatives

4.1- CNIL

Conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés le SERVICE est déclaré à la CNIL sous le numéro 1612813 en date du 3 septembre 2012 et l'UTILISATEUR a la possibilité d'accéder, de rectifier et de supprimer les informations le concernant. Pour exercer ce droit, L'UTILISATEUR doit s'adresser par lettre recommandée au siège L'Editeur. Nous vous conseillons de visiter le site www.cnil.fr

4.1.1

L'UTILISATEUR s'engage à se mettre en conformité avec la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Il s'engage à veiller aux déclarations auprès de la CNIL et à tenir informé son public de son choix de traitement de l'information (voir le site www.cnil.fr).

4.2- COMPTE

A la création d'un compte, l'UTILISATEUR est invité à communiquer certaines Informations Nominatives le concernant. Ces informations sont destinées à l'usage du SITE exclusivement aux fins de la mise en œuvre du SERVICE. Ce compte est personnel et accessible soit par la Carte du Professionnel de Santé soit par un mot de passe créé et connu uniquement par l'UTILISATEUR associé à un certificat d'authentification.

Les Informations Nominatives des fiches patient saisies par l'UTILISATEUR et stockées par le SERVICE sont sous l'entière responsabilité de l'UTILISATEUR. Il incombe à l'UTILISATEUR de respecter la loi en matière de recueil d'informations à caractère personnel et s'engage à ne pas stocker des données à caractère ethnique, religieux ou judiciaire.

L'UTILISATEUR est informé que le SERVICE peut installer des fichiers Cookies. Ces fichiers ont pour seul objectif d'améliorer la performance des services proposés. L'UTILISATEUR peut néanmoins refuser l'installation de ces fichiers, ce qui pourrait provoquer des dysfonctionnements du SERVICE.

Article 5 : Confidentialité, Sécurité

5.1-ACCES AU SERVICE .

La création d'un compte au SERVICE, nécessite préalablement une authentification du professionnel de santé par L'Editeur. Pour ce faire, l'UTILISATEUR devra prouver à L'Editeur qu'il est un professionnel de santé en fournissant tous les justificatifs demandé dans le document « CONTRAT D'ABONNEMENT ». Un fois authentifié, L'Editeur fournira à l'UTILISATEUR les moyens de récupérer le certificat d'authentification nécessaire à l'accès au SERVICE. En plus du certificat, l'accès est protégé par un identifiant (login) et un mot de passe. L'accès au SERVICE est strictement réglementé et sous l'entière responsabilité de l'abonné. L'UTILISATEUR est seul responsable de l'utilisation de sa CPS, de son identifiant et de son mot de passe. Il est également seul responsable de la diffusion des certificats supplémentaires qu'il auraient téléchargés afin d'accéder au SERVICE depuis un ou plusieurs postes dit « client ».

L'UTILISATEUR peut récupérer un ou plusieurs autres certificats et les fournir à des collaborateurs pour intervenir sur ses données et selon ses exigences. Dans tous les cas l'UTILISATEUR titulaire du compte est seul responsable du traitement des données par lui-même et ses collaborateurs et ne saurait engager la responsabilité de L'Editeur si un quelconque désordre intervenait.

L'accès aux SERVICES est disponible 24heures/24 et 7jours/7 et accessible uniquement par Internet, sauf en cas de force majeure, rupture du réseau Internet ou de maintenance des serveurs. Dans ce dernier cas l'UTILISATEUR est averti que le SERVICE est temporairement suspendu.

En cas de perte du mot de passe, le SERVICE proposera automatiquement à l'UTILISATEUR de créer un nouveau mot de passe connu de lui seul selon un protocole sécurisé.

Exceptionnellement, L'Editeur pourra intervenir sur les données à la demande expresse et motivée de l'UTILISATEUR. La demande devra être exprimée soit par lettre recommandée adressée au siège de la société avec avis de réception soit par email. L'Editeur se donne le droit de refuser tout ou partie de la demande. Cette prestation n'entre pas dans le cadre de l'abonnement et pourra faire l'objet d'une facturation.

5.2- DUREE D'UTILISATION DU SERVICE

L'abonnement au SERVICE est payable mensuellement. Il donne droit à l'utilisation du SERVICE durant toute la durée de l'abonnement.

5.3-SECURITE & CONSERVATION DES DONNEES STOCKEES par le SERVICE

Les données sont stockées chez IDS, – 2, av. des Puits à MONTCEAU LES MINES, hébergeur agréé de données de santé à caractère personnel, qui en assure la sécurité et la sauvegarde, cf. ANNEXE : Conditions d'hébergement www.ecoodentist.com/cgv/ecooDentist_Annexe_Hebergement.pdf

Article 6 : SERVICES OPTIONNELS

6.1- L'UTILISATEUR peut s'il le souhaite, souscrire à des services supplémentaires. Ces services sont détaillées sur la page d'accueil du SERVICE. L'activation des services se fait après règlement selon les modalités prévues et la durée souscrite. Au terme de la durée souscrite, l'UTILISATEUR sera informé avant la date d'échéance que le ou les services souscrits arrivent à échéance. Durant cette période il sera proposé à l'UTILISATEUR de renouveler son (ses) services(s). En cas de non renouvellement, le ou les services souscrits cesseront automatiquement à la date anniversaire plus un jour franc.

Article 7 : Exclusion de garantie

- 7.1- L'Editeur ne garantit pas que le SERVICE est dépourvu d'erreurs informatiques (bugs) ou d'informations erronées. L'Editeur met tout en œuvre pour éviter ces désagréments.
- 7.2- L'Editeur ne garantit pas la connexion Internet entre le SERVICE et l'UTILISATEUR.
- 7.3- L'Editeur ne garantit pas les éventuelles interruptions du SERVICE qui pourraient être imputé à la société IDS qui héberge les serveurs, la rupture du réseau Internet ou la nécessité d'arrêter les serveurs pour maintenance.
- 7.4- L'Editeur ne garanti pas l'envoi et la réception des alertes ou messages adressés par le biais des fonctions Mail et SMS. Il appartient à l'UTILISATEUR de s'assurer que le destinataire a bien reçu le ou les messages en lui demandant, par exemple, une confirmation de lecture.
- 7-5- L'Editeur ne pourrait être tenu responsable de fourniture ou du manque de performance du SERVICE si L'Editeur est retardé ou empêché de remplir ses obligations par des circonstances indépendantes de sa volonté.

Article 8 : Limitation de responsabilité

- 8.1- L'Editeur décline toute responsabilité en cas de piratage du SERVICE pour les dommages qui pourraient en résulter.
- 8.2 - L'Editeur ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable des pertes de chiffre d'affaires ou de bénéfices, en cas de pertes des données suite à un incident informatique ou dommage matériel.
- 8.3 - La défaillance de L'Editeur consécutive à une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire ou de la défaillance de l'un des fournisseurs de L'Editeur ne pourra entraîner la responsabilité de celle-ci. D'une manière générale, l'utilisation du SERVICE n'entraîne pour L'Editeur d'autres obligations que celles expressément prévues aux présentes Conditions Générale d'Utilisation.

Article 9 : Interruption, Suspension, Cessation du SERVICE

- 9.1-L'UTILISATEUR déclare connaître les caractéristiques et les limites du réseau Internet, ainsi que ses performances techniques et les temps de réponse inhérents à ce réseau pour consulter, interroger ou transférer les informations.
- 9.2-Sans préjudice des possibilités d'interruption prévues aux articles 9.3 et 9.4, L'Editeur s'engage à prendre toutes les mesures de nature optimale et dans l'état de la technique pour remédier le plus rapidement possible à toute interruption, suspension ou difficulté de connexion du système et prendra toutes dispositions nécessaires afin que de tels dysfonctionnements ne se reproduisent pas.
- 9.3- L'Editeur se réserve la possibilité, lorsqu'il le souhaite, d'interrompre temporairement le SERVICE, sans préavis ni indemnité, pour réaliser des réparations d'extrême urgence, modifications, adaptations ou améliorations du SERVICE. Dans ce cas L'Editeur s'engage à n'interrompre le SERVICE que pour le temps strictement nécessaire à la réalisation de ces opérations.
- 9.4- L'Editeur pourra également suspendre la disponibilité du SERVICE sur demande d'une autorité judiciaire ou sur requête d'une personne justifiant d'un intérêt légitime.
- 9.5- L'Editeur ne pourra en aucun cas être tenu responsable des suspensions, interruptions et difficultés de connexions consécutives à un mauvais fonctionnement du réseau Internet qui ne sont pas sous sa maîtrise.
- 9.10-L'UTILISATEUR déclare savoir que les fournisseurs des matériels, logiciels et infrastructures de télécommunications utilisés dans ces domaines, n'offrent en aucun cas une garantie absolue de bon fonctionnement de leurs produits ou prestations. Par conséquent, L'Editeur ne saurait être responsable des difficultés de connexion au SERVICE imputables aux infrastructures ou technologies développées par des tiers.
- 9.11-La cessation définitive du SERVICE pourra intervenir sans préavis. Aucune responsabilité ne pourra

en résulter pour L'Editeur.

9.10-L'UTILISATEUR reconnaît à L'Editeur le droit de mettre fin à tout ou partie du droit d'accès correspondant à son identifiant et/ou mot de passe, voire de supprimer l'identifiant et/ou mot de passe de l'UTILISATEUR, ainsi que le droit de retirer ou de déplacer tout contenu sur le SERVICE si L'Editeur a de bonnes raisons de croire que l'UTILISATEUR a violé ou agi en contradiction avec la lettre ou l'esprit des présentes Conditions d'Utilisation.

Article 10 : Propriété intellectuelle

10.1-Tous les éléments du SERVICE : couleurs, textes, logos sont protégés par le droit de la propriété intellectuelle, notamment droits d'auteur, droits voisins, droits des marques. Les droits susvisés sont la propriété exclusive de L'Editeur ou de tiers en ce qui concerne les liens hypertextes.

10.2-Tous usages, reproductions, représentations, diffusions, distributions ou modifications, sans l'accord écrit de L'Editeur, de tout ou partie des éléments susvisés, sont interdits et seront passibles de poursuites.

Article 11 : Obligations de l'UTILISATEUR

11.1-L'UTILISATEUR du SERVICE s'engage à se conformer aux obligations contenues au présent article. En cas de manquement à ces obligations, L'Editeur se réserve la possibilité de supprimer le compte de l'UTILISATEUR ainsi que les données qu'il y aurait stockées.

11.2-L'UTILISATEUR devra fournir des informations exactes lors de la création de son compte.

11.3-L'UTILISATEUR est seul responsable des messages qu'il pourrait transmettre par le biais du SERVICE et garantit L'Editeur contre toutes revendications, indemnisations, recours et actions qui pourraient être intentées ou réclamées par un tiers lésés par la transmission de ces messages.

11.4-L'UTILISATEUR s'engage à utiliser le SERVICE en bon père de famille, c'est-à-dire ne pas injurier, harceler, diffamer ou violer les droits d'un tiers.

Articles 12 : Droits et litiges

Les litiges relatifs à l'application ou à l'interprétation des présentes Conditions Générales d'Utilisation seront soumis au droit français.

En cas de litige découlant de l'exécution des présentes Conditions Générales, la juridiction compétente sera le Tribunal de Commerce de Paris (75)

Copyright 2013 – 2015 DENTALVIA-MEDILOR SAS – toute reproduction, même partielle, est interdite